

Roger Dupuy

La Garde nationale

1789-1872



folio **histoire**
I N É D I T

Extrait de la publication

COLLECTION
FOLIO HISTOIRE

Roger Dupuy

La Garde nationale
1789-1872

Gallimard

Cet ouvrage inédit est publié sous la direction
de Martine Allaire.

© *Éditions Gallimard*, 2010.

Extrait de la publication

Roger Dupuy est professeur émérite d'histoire à l'université de Rennes 2.

Introduction

LA GARDE NATIONALE OU PARIS ET LES FUSILS DE LA RÉVOLUTION

Le présent ouvrage est né avant tout du contraste saisissant entre l'importance de ce qui a été plus qu'une institution majeure de notre pays pendant près d'un siècle, la Garde nationale, intimement mêlée à la plupart des événements qui ont constitué notre histoire de l'aurore révolutionnaire de juillet 1789 à l'embrasement apocalyptique de la Commune de Paris, en mai 1871, et le relatif silence historiographique qui l'a entourée, en particulier pour la période révolutionnaire. Si l'on excepte les quelques chroniques de contemporains érudits, eux-mêmes membres effectifs de la Garde et qui en ont célébré les hauts faits, à Paris ou dans quelques-unes des principales agglomérations du pays¹, si l'on met de côté les quelques monographies concernant des bataillons de volontaires formés en 1791 ou 1792 et les quelques pages que Jacques Godechot lui avait consacrées dans la somme érudite qu'il avait publiée sur les institutions de la Révolution et de l'Empire, on ne compte que deux ouvrages universitaires relativement récents et de langue française la concernant. Tout

d'abord l'ouvrage pénétrant et subtil d'un spécialiste éminent de notre XIX^e siècle, Louis Girard, datant de 1964 et consacré uniquement à cette période qui était la sienne, ne faisant que quelques allusions à un amont révolutionnaire et impérial dont il estimait qu'il ne faisait qu'annoncer les enjeux et conflits ultérieurs². L'ouvrage plus récent de Georges Carrot³ était celui que l'on attendait, recouvrant la totalité de l'histoire de l'institution, tant dans l'espace parisien que dans ses manifestations dans les départements, faisant un point précieux sur toutes les monographies locales existant et les complétant par les propres recherches de l'auteur concernant les débats législatifs sur le plan national mais aussi les enjeux et péripéties de l'institution dans l'arrondissement de Grasse, plus spécialement étudiés dans une thèse soutenue à l'université de Nice, en 1975⁴.

On peut donc s'interroger sur ce long silence, sur le fait qu'aucun des grands historiens de la Révolution française, d'Aulard à Mathiez, Georges Lefebvre et Albert Soboul, n'ont cru devoir consacrer un ouvrage à une institution difficile à cerner et dont les manifestations apparaissaient de façon sporadique et contradictoire au fil des décennies, plus ou moins bien contrôlée par un pouvoir central, passant par des phases quasi léthargiques pour s'imposer à nouveau tant restait forte l'image mythique du citoyen soldat, à la fois incarnation et garant efficace de la souveraineté nationale. Une explication possible à une aussi longue absence d'intérêt des spécialistes, c'est que la Garde nationale était si intimement imbriquée dans l'histoire

même de la Révolution qu'il ne paraissait pas nécessaire d'en faire une histoire particulière qui ne ferait que répéter ce que l'on savait déjà. Mais d'autres considérations ont dû entrer en ligne de compte. En s'identifiant, dès ses premiers moments, à la personnalité emblématique de La Fayette, l'image de la Garde nationale n'a pu que pâtir du jugement de la plupart des historiens, qui ont considéré ce qui lui advint après l'apogée de la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, comme l'échec politique d'un personnage sans envergure véritable si l'on en croit les jugements condescendants d'un Mirabeau, d'un Talleyrand, sans oublier Gouverneur Morris, cet Américain qui se prétendait son ami. Ils nous ont dépeint un homme à la remorque d'événements qui le dépassaient et qui n'avait su que dilapider un immense capital de popularité justement lié à l'institution à laquelle il s'était identifié durant plus de deux ans.

Pour ce qui regarde les historiens du ^{xx}e siècle, on peut estimer que la Garde nationale a dû également souffrir du discrédit qui frappa l'histoire militaire traditionnelle, à partir des années 1930, à la suite de la victoire épistémologique de l'école des *Annales*. L'emprise marxisante des années 1950 ne lui fut guère favorable non plus, en mettant l'accent sur le problème de la transition entre l'économie d'Ancien Régime et les conséquences sociales et politiques du triomphe progressif du capitalisme entraînant la prise de conscience de la bourgeoisie alors que les couches populaires ne pouvaient encore revendiquer la leur. La Garde nationale devenait alors une simple manifestation

de l'hégémonie bourgeoise et donc la dynamique unanime de la souveraineté nationale qui semblait l'animer une simple ruse de cette même bourgeoisie pour consolider son hégémonie.

À cela s'ajoutait que la Garde nationale, dans son fonctionnement même, fut en concurrence avec d'autres institutions qu'elle éclipsa momentanément — l'armée, la gendarmerie, les forces de police urbaines et celles plus spécialement vouées à la défense du régime et cantonnées dans Paris — qui prirent ensuite leur revanche et ne purent que dénigrer leur rivale d'un moment. Enfin, le pouvoir central lui-même et ses ramifications préfectorales à partir du Consulat, les municipalités des grandes villes, à un moment ou à un autre, eurent à se plaindre des débordements de la Garde nationale et multiplièrent les critiques à l'encontre d'une institution ambiguë, tenant du civil et du militaire, née de l'enthousiasme mais ne pouvant exister que par lui et donc condamnée à dépérir dès qu'il déclinait. De toutes ces influences juxtaposées résultait une sorte de patchwork historique d'images positives ou négatives de la Garde nationale en fonction des épisodes de l'histoire nationale concernés, de sorte qu'il semblait que la Garde nationale, sans doute du fait de l'inconsistance politique de son commandant en chef, fût, elle aussi, à la remorque des événements. Il en résultait une histoire intermittente, commencée avec la désignation de son commandant qui lui donna aussitôt sa dimension véritable d'armée nouvelle, celle de la Nation, épisode plein de promesses suivi de celui, moins glorieux, de la marche sur Ver-

sailles à la remorque d'une expédition populaire pour arracher le roi à l'influence des aristocrates et l'obliger aussi à se préoccuper de nourrir son peuple. Mais cet épisode, apparemment peu glorieux pour La Fayette, n'empêcha pas l'apothéose de la fête de la Fédération, qui fit du même La Fayette, sur son cheval blanc, une sorte de connétable tout-puissant. Toute-puissance mise en cause spectaculairement par la fuite de Louis XVI, en juin 1791, et qui provoqua les sarcasmes de la gauche démocratique suivis de son indignation après ce qui fut appelé le massacre du Champ-de-Mars. Autre image du patchwork par-delà celles, sanglantes, du 10 août : les 80 000 gardes nationaux massés autour de la Convention le 2 juin 1793 qui inaugurent le règne de la sans-culotterie, image complétée apparemment par celle du siège de Lyon en novembre de la même année, alors que cet épisode annonce, en fait, la fin de la démocratie directe et le primat à venir de l'armée sur la Garde nationale. Ce que corrobore, deux ans plus tard, le désarmement du faubourg Saint-Antoine en prairial an III (mai 1795), par les Thermidoriens, achevant ce qu'avaient entrepris Robespierre et le Comité de Salut public. Puis, les images s'espacent et il faut attendre les « Trois Glorieuses » de juillet 1830, suivies du « massacre » de la rue Transnonain et enfin, dans un crescendo terrifiant, les tueries successives de juin 1848 et de la Commune de Paris ! Autrement dit, la bourgeoisie se débarrasse des « classes dangereuses », et la Garde nationale, paradoxalement, est, elle aussi, victime de cette liquidation ! Reste à savoir si, en rapprochant toutes

ces images successives, on peut donner un sens à l'histoire de la Garde nationale.

C'est ce qu'ont fait, chacun à leur manière, Louis Girard et Georges Carrot, car la tentation avait prévalu avant eux — et continue de perdurer ! — d'affiner l'analyse de ces images successives, de ces fragments emblématiques par le biais de thématiques indéniablement pertinentes, que ce soit l'analyse des célébrations festives de l'époque révolutionnaire ou celle de l'opposition du pouvoir sans-culottes, ou encore l'étude de la composition socioprofessionnelle des bataillons de volontaires en l'an II ou enfin celle des étapes du triomphe bourgeois post-thermidorien, sans oublier l'histoire de l'émergence d'une conscience militante de la classe ouvrière au XIX^e siècle, etc. Mais une telle démarche contribuait à masquer la nature profonde de la Garde nationale, à savoir un phénomène social massif, contagieux, unanimiste, qu'il faut étudier dans sa continuité, dans l'espace et dans le temps, étroitement lié aux conditions de la prépondérance politique de Paris depuis octobre 1789. Phénomène qui perdura près d'un siècle malgré les efforts de régimes successifs, parfois opposés, qui s'efforcèrent, en vain, de le contrôler mais n'aboutissaient qu'à renouer, au nom du droit à l'insurrection et de l'unité du tiers état, héritage sacré de 1789, l'alliance, toujours fatale au pouvoir en place, des classes « dangereuses » et de la Garde nationale. Autrement dit, à l'évidence, l'étude de la composition et du fonctionnement de la Garde nationale devrait permettre de compléter nos connaissances sur l'alchimie sociale de l'in-

surrection révolutionnaire dans la mesure où — il est bon de le rappeler! — elle fut, chaque fois, que ce soit en 1789, 1792, 1830, 1848 et 1871, partie prenante et déterminante de l'événement révolutionnaire.

Les dimensions du présent ouvrage n'ont pas permis une étude exhaustive de l'évolution de la Garde nationale dans les départements, nous en sommes restés à quelques temps forts : affrontements religieux du Midi languedocien de 1790 à 1793, crise fédéraliste de 1793, Terreurs « blanche » ou « bleue » de la Première Restauration, révoltes des canuts lyonnais sous la Monarchie de Juillet, et enfin tentatives de soulèvement en faveur de la Commune de Paris en 1871. Nous avons donc focalisé l'essentiel de notre commentaire sur l'espace politique parisien dans la mesure où le poids politique prépondérant de Paris de juillet 1789 à mai 1871 nous paraît la modalité fondamentale du débat politique français pendant toute cette période, c'est-à-dire tant que la Garde nationale a existé.

De la même façon, tout en nous efforçant de tirer profit des travaux récents concernant les modalités concrètes de l'insurrection, notamment sous la Monarchie de Juillet, que ce soient les actes du colloque qu'André Corbin a consacré à la barricade⁵ ou les articles et l'ouvrage que Louis Hincker⁶ a écrits sur les « citoyens combattants » de 1848 à 1851, nous n'avons pas mené une réflexion méthodique sur l'approche anthropologique de la Garde nationale et en sommes restés à des considérations comparatives concernant la réitération ou l'absence momentanée de certains types de

comportements, notamment ceux qui menaient à l'insurrection et ceux qui la jalonnaient. Donc, plutôt une histoire politique classique préoccupée surtout de se demander si focaliser l'attention sur le rôle joué par la Garde nationale modifie ou non la connaissance que nous avons des épisodes majeurs de cette période particulièrement dramatique de notre histoire.

De ces considérations liminaires et notamment de l'impact déterminant des événements parisiens sur la conjoncture politique nationale, nous pouvons tirer trois séries de réflexions : elles vont orienter le rappel chronologique et son questionnement qui constituent l'essentiel de la trame du présent ouvrage.

En premier lieu, la longévité institutionnelle de la garde nationale parisienne tendrait à prouver qu'elle était avant tout un moyen particulièrement efficace d'assurer l'hégémonie de la bourgeoisie parisienne en lui permettant d'imposer son autorité mais aussi de façon plus subtile d'associer, quand la nécessité s'en faisait sentir, les couches populaires à l'exercice de cette autorité. Autrement dit, une telle longévité est la conséquence logique de la nécessité pour les classes moyennes, non seulement de préserver leurs biens mais surtout de contrôler la rue devenue, dans le contexte politique parisien, le théâtre majeur de l'expression politique de l'opinion.

Dès 1789, la Révolution se faisait donc dans la rue, la rue parisienne surtout, tout autant qu'à la tribune des Assemblées constituantes ou législatives, tout autant que dans les comités du pouvoir

exécutif ou encore dans les salons de l'élite du talent et de l'argent. Cette influence de la rue, les historiens l'ont abordée par le biais des assemblées sectionnaires de 1792 et 1793, à travers le comportement des sans-culottes étudié notamment par Albert Soboul, Raymonde Monnier, Maurice Genty et Haim Burstin⁷, ou encore en analysant les débats des clubs, celui des Jacobins et surtout celui des Cordeliers. Il faudrait y ajouter, comme l'a déjà fait Haim Burstin dans sa thèse, l'étude du comportement des compagnies et bataillons de la Garde nationale permettant de cerner au plus près le passage à l'acte insurrectionnel mais aussi la façon dont se conjuguait les exigences des milieux populaires et les intérêts des classes moyennes qui se côtoyaient quotidiennement dans leur quartier, sur leur lieu de travail, enfin dans les rangs de la Garde nationale et ne pouvaient le faire que par un jeu permanent de concessions implicites et réciproques. Une des conséquences les plus visibles de cette « politique de la rue », c'est qu'elle suscitait, pour des raisons variées – stature physique et puissance vocale, allure et panache, générosité et humanité — l'émergence de meneurs, d'hommes d'influence, de porte-parole qui fédéraient les initiatives, séduisaient ou subjuguait les assemblées de quartier, créant de la cohésion et donc de l'efficacité. Ils pouvaient être d'origines sociales très variées et certains ont déjà été magnifiés ou abhorrés par l'Histoire : Santerre, Rossignol, Lazowski et naturellement La Fayette. Ils ont eu des itinéraires différents, des réussites d'une ampleur variable mais obéissaient à des critères de

réputation et de compétences supposées, toutes celles que réclamait la conduite des foules. Du coup, par exemple, l'amour immodéré de la popularité que ses censeurs reprochèrent si amèrement à La Fayette pourrait être reconsidéré à la lumière des nécessités tactiques que lui imposaient son personnage et ses objectifs.

Enfin, troisième et dernière conséquence, à terme, de l'hégémonie politique que la population parisienne prétendait devoir exercer sur le pays tout entier, au nom d'une sorte de droit d'aînesse révolutionnaire : elle a fini par exaspérer le reste de la Nation et provoquer, par deux fois, une véritable guerre contre Paris. Une première fois lors de l'épisode fédéraliste de l'été 1793 et surtout à partir du moment où, cinquante-cinq ans plus tard, une part importante de la Garde nationale a basculé du côté de la revendication sociale et même socialiste, en juin 1848, pour récidiver, en mars 1871, quand patriotisme exaspéré et contestation sociale ont fait ressurgir le mythe de la levée en masse et celui de la Commune, seule interprète authentique de la volonté du peuple. La bourgeoisie avait besoin des classes populaires, que la faim et le chômage rendaient « dangereuses », pour imposer son hégémonie, quitte à ce que cette alliance se retourne parfois contre elle sous l'influence d'un contexte de crise économique aggravée poussant les plus malheureux à exiger, comme priorité absolue, la création des conditions de leur propre survie. Une telle exigence, les strates les plus modestes de la bourgeoisie pouvaient l'entendre et faciliter le basculement des sociétés populaires, de certains

clubs et finalement de bataillons entiers de la Garde nationale vers davantage d'égalité et de fraternité. Mais, du coup, le reste de la Nation pouvait estimer que périodiquement le peuple de la capitale lui imposait, le fusil à la main, d'assurer sa survie sous la forme d'indemnités, de soldes ou d'ateliers nationaux. Et donc la Garde nationale était bien au centre de ces rapports de forces permanents, à l'intérieur même de Paris et entre Paris et les autres départements.

Chapitre premier

L'INCARNATION DU MYTHE UNITAIRE DE L'INSURRECTION VICTORIEUSE

Le printemps de 1789 a été vécu de façon fantasmagique par la majeure partie des sujets de Louis XVI. Pour les couches les plus misérables de la population, tous ces pauvres qui vivent au jour le jour, et dépendent de ceux qui veulent bien les employer ou leur faire l'aumône, soit près de 25 % de la population globale du royaume, le fait majeur du moment, c'est une misère toujours plus intolérable car brutalement accrue par un froid polaire et la flambée du prix du pain. Le peuple des manouvriers, des journaliers, des gagne-petit, grossi de la masse innombrable des chômeurs, notamment dans les régions d'industrie textile, accuse les accapareurs de spéculer sur le prix des grains pour s'enrichir sur le dos du pauvre monde. On affirme qu'intendants et grands seigneurs sont partie prenante pour affamer le peuple et le rendre plus docile dans ces temps de doléances générales et de promesses de réforme. Du coup les émeutes se multiplient pour empêcher négociants ou gros décimateurs de vendre au loin, et au prix fort, les grains qu'ils ont amassés dans leurs greniers.

Les classes aisées, noblesse, clergé, bourgeoisie, sont avant tout préoccupées par les enjeux de la convocation des états généraux, notamment par les conflits suscités par la représentation du tiers état dans la future assemblée et par la façon dont serait recueillie l'opinion des élus lors des débats à venir : expression collective de la volonté de chaque ordre ou vote individuel de chaque député ? Ces deux questions ne faisant que traduire l'émergence impérieuse et exaltante de la souveraineté nationale. Le roi et Necker parlaient au nom de la Nation, les parlements l'avaient évoquée dans leur lutte contre le despotisme ministériel, la noblesse estimait qu'elle en était l'émanation naturelle, quant à la bourgeoisie, elle affirmait que la Nation s'identifiait tout simplement aux intérêts d'un tiers état constituant 90 % de la population du royaume et que donc on ne saurait plus tolérer le privilège, sinon quand il était la récompense du mérite et répondait au vœu même de la Nation.

Indéniablement la référence au primat de la Nation avantageait les revendications politiques de la bourgeoisie, encore fallait-il que le tiers état soit unanime ou du moins le paraisse ; or, rien n'était moins sûr. Depuis la sécheresse de l'été 1788 et le froid glacial de l'hiver qui avait suivi, les émeutes frumentaires avaient multiplié les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, essentiellement des détachements militaires. Le petit peuple des villes reprochait aux municipalités urbaines de ne pas approvisionner les marchés et de favoriser ainsi la hausse permanente des prix. S'y ajoutait, surtout à Paris, la qualité détes-

TION, JOURNAUX et PAMPHLETS À RENNES (1788-1789), textes présentés par Roger Dupuy, Rennes, PUR, 2000.

FRANÇOIS CADIC, HISTOIRE POPULAIRE DE LA CHOUANNERIE, 2 vol., Rennes, Terres de Brume Éditions-PUR, 2003.

Direction d'ouvrages collectifs

LES PAYSANS ET LA POLITIQUE (1750-1850), n° spécial des *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 89, numéro 2, Rennes, A.B.P.O., 1982.

LES RÉSISTANCES À LA RÉVOLUTION, ACTES DU COLLOQUE DE RENNES (17-21 septembre 1985), Paris, Éditions Imago, 1987 ; en collaboration avec François Lebrun.

Roger Dupuy
La Garde
nationale
1789-1872



biohistoire
INÉDIT

La Garde nationale. 1789-1872 Roger Dupuy

Cette édition électronique du livre
La Garde nationale. 1789-1872 de Roger Dupuy
a été réalisée le 05 juin 2013
par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070347162 - Numéro d'édition : 152306).

Code Sodis : N47189 - ISBN : 9782072425127
Numéro d'édition : 231277.